



CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

19 mars 2018

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, commencera à 9 heures par une discussion sur les **questions d'actualité**, qui permettra aux ministres de passer en revue les problèmes pressants à l'ordre du jour international. Le Royaume-Uni devrait très probablement évoquer les événements de Salisbury dans ce cadre.

Les ministres des affaires étrangères procéderont ensuite à un échange de vues sur l'**Ukraine**. La haute représentante communiquera aux ministres des informations sur son déplacement à Kiev les 11 et 12 mars. Le Conseil procèdera à un échange de vues sur les derniers développements et en particulier sur le processus de réforme. Les ministres pourraient également débattre du conflit qui touche l'est de l'Ukraine et pourraient mentionner le quatrième anniversaire de l'annexion illégale de la péninsule de Crimée.

Dans le prolongement de la discussion tenue lors de la réunion "Gymnich" des 15 et 16 février et du Conseil des affaires étrangères du 26 février, les ministres débattront de l'évolution récente de la situation en **Syrie**, en présence de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura. Le Conseil étudiera les moyens de soutenir et de relancer le processus politique mené sous l'égide des Nations unies. Les ministres débattront également de la situation humanitaire en Syrie, notamment à Afrin et dans la Ghouta orientale. Ils devraient exhorter toutes les parties concernées à mettre en œuvre sans délai la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les ministres des affaires étrangères de l'UE et la haute représentante participeront, avec la ministre des affaires étrangères de la **République de Corée** (Corée du Sud), M^{me} Kang Kyung-wha, à un déjeuner informel qui portera principalement sur **la situation dans la péninsule coréenne**. La discussion devrait porter sur la dernière déclaration faite par les instances dirigeantes de la RPDC et aborder le sommet entre Kim Jong-un et Moon-Jae-in prévu en avril ainsi que la rencontre annoncée entre Kim Jong-un et le président des États-Unis, Donald Trump. Les ministres étudieront également les moyens par lesquels l'UE peut soutenir les efforts déployés par la Corée du Sud en vue d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la RPDC.

Le Conseil débattrra ensuite de la situation en **Iran**, et notamment de la mise en œuvre du plan d'action global commun, l'accord sur nucléaire iranien. Les ministres devraient également mentionner le rôle de l'Iran dans la région.

Possibilités de point presse:

- vers 8 h 45 Déclaration de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, avant la session
- vers 12 h 30 Déclarations à la presse de M^{me} Federica Mogherini, haute représentante, et de M^{me} Kang Kyung-wha, ministre des affaires étrangères de la République de Corée
- vers 17 h 00 Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Questions d'actualité

La session du Conseil des affaires étrangères débutera par un examen des questions pressantes au niveau international. La haute représentante et les ministres des affaires étrangères pourraient évoquer la question des élections présidentielles russes. Dans ce cadre, le Royaume-Uni devrait évoquer l'empoisonnement de Sergueï et Youlia Skripal à Salisbury commis au moyen d'un agent neurotoxique.

Ukraine

Les ministres des affaires étrangères procéderont ensuite à un échange de vues sur l'Ukraine. La haute représentante communiquera aux ministres des informations sur son déplacement à Kiev les 11 et 12 mars. Le Conseil procèdera à un échange de vues sur les derniers développements et en particulier sur le processus de réforme. Les ministres pourraient également débattre du conflit qui touche l'est de l'Ukraine et pourraient mentionner le quatrième anniversaire de l'annexion illégale de la péninsule de Crimée.

L'UE soutient l'Ukraine dans son ambitieux processus de réforme, notamment en matière de lutte contre la corruption. Le dernier conseil d'association entre l'UE et l'Ukraine, qui a eu lieu le 8 décembre 2017, a été l'occasion de saluer les progrès accomplis par l'Ukraine dans l'application d'un programme de réforme de grande ampleur, en dépit de sérieux défis en matière de sécurité, et de passer en revue les étapes de la mise en œuvre de l'accord d'association, tout en soulignant la nécessité d'intensifier les efforts de réforme.

L'UE continue de condamner et ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol par la Russie. L'UE reste déterminée à soutenir la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk, en associant au soutien qu'elle apporte au dialogue et aux efforts diplomatiques l'exercice de pressions au moyen de mesures restrictives. Plus de 10 000 personnes ont perdu la vie dans le cadre du conflit dans l'est de l'Ukraine, et la solution humanitaire reste un sujet de préoccupation, avec 3,4 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire.

[Intervention de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, lors du point de presse commun avec M. Petro Porochenko, président de l'Ukraine, 12 mars 2018](#)

[Intervention de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, lors du point de presse commun avec M. Volodymyr Groïsmann, Premier ministre de l'Ukraine](#)

[Relations de l'UE avec l'Ukraine \(informations générales\)](#)

[Fiche d'information sur les relations UE-Ukraine](#)

Syrie

À la suite de la discussion tenue lors de leur réunion informelle ("Gymnich") du 15 février et du Conseil des affaires étrangères du 26 février, les ministres des affaires étrangères auront un échange de vues sur l'évolution récente de la situation en Syrie, en présence de M. Staffan de Mistura, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies. Le Conseil examinera comment soutenir et relancer le processus politique intra-syrien sous l'égide des Nations unies à Genève.

Dans la perspective de la deuxième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui aura lieu les 24 et 25 avril 2018, le Conseil discutera aussi de la situation humanitaire catastrophique en Syrie, et en particulier à Afrin et dans la Ghouta orientale. Il devrait appeler une nouvelle fois toutes les parties concernées à mettre en œuvre sans réserve et immédiatement la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution demande une cessation immédiate des hostilités pendant 30 jours, à la seule exception des opérations dirigées contre les organisations terroristes inscrites sur les listes des Nations unies.

La deuxième conférence de Bruxelles sera coprésidée par l'UE et les Nations unies. Ce sera l'occasion à la fois de mobiliser une aide humanitaire pour les Syriens à l'intérieur du pays et dans la région et d'obtenir un soutien politique plus fort au niveau international et régional pour les négociations intra-syriennes à Genève. Comme la première conférence de Bruxelles, elle devrait réunir des participants de plus de 70 pays et organisations au niveau ministériel.

Le Conseil a adopté la stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie le 3 avril 2017, avant la tenue de la première conférence de Bruxelles. L'UE reste déterminée à trouver une solution politique durable au conflit en Syrie dans le cadre existant, déterminé par le Conseil de sécurité des Nations unies. Ainsi qu'il est indiqué dans les conclusions du Conseil adoptées le 3 avril 2017, l'UE est convaincue qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit, et elle soutient résolument le travail réalisé par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies ainsi que les pourparlers intra-syriens menés à Genève.

À ce jour, 13,1 millions de Syriens ont besoin d'une aide humanitaire en Syrie, dont 6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. 420 000 Syriens vivent toujours dans des zones assiégées et 5,4 millions de réfugiés syriens sont accueillis par des pays voisins de la Syrie et dans l'ensemble de la région. L'UE et les États membres ont jusqu'ici mobilisé plus de 10,6 milliards d'euros aux fins de l'aide humanitaire et pour soutenir la stabilisation en réponse à la crise en Syrie depuis 2011.

Le Conseil a mis en place des mesures restrictives de l'UE ciblant le régime syrien compte tenu de la gravité de la situation dans le pays. La liste des personnes et entités faisant l'objet de sanctions est réexaminée et mise à jour à intervalles réguliers. À ce jour, 257 personnes sont soumises à une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et à un gel de leurs avoirs au motif qu'elles sont responsables de la répression violente exercée à l'encontre de la population civile en Syrie, qu'elles tirent profit du régime ou lui apportent leur soutien, et/ou qu'elles sont associées à de telles personnes, tandis que 67 entités sont soumises à un gel de leurs avoirs.

[Syrie: réponse du Conseil à la crise](#)

[Conclusions du Conseil sur la Syrie, 3 avril 2017](#)

[Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, les 4 et 5 avril 2017](#)

Déjeuner informel avec la ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud

Les ministres des affaires étrangères de l'UE et la haute représentante auront un déjeuner informel avec la ministre des affaires étrangères de la République de Corée (Corée du Sud), M^{me} Kang Kyung-wha, qui sera axé sur l'évolution de la situation sur la péninsule coréenne. La discussion devrait notamment porter sur la dernière déclaration faite par le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord), Kim Jong-un. Il sera également question de la réunion au sommet prévue en avril entre Kim Jong-un et le président de la République de Corée, Moon-Jae-in, ainsi que de la réunion au sommet annoncée entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump, qui devrait se tenir d'ici le mois de mai.

Dans sa déclaration du 9 mars et lors d'un discours prononcé devant le Parlement européen le 13 mars, la haute représentante a salué cette annonce récente qu'elle considère comme une évolution positive. Elle a également indiqué qu'il avait été pris note de l'information selon laquelle la RPDC se serait engagée à entamer des négociations sur la dénucléarisation et à ne procéder à aucun essai d'armes nucléaires ou de missiles pendant la durée de ces négociations. La haute représentante a souligné que si ces déclarations étaient confirmées, elles pourraient créer les conditions nécessaires à la recherche d'une solution négociée.

L'UE soutient pleinement l'objectif de dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne. Elle est attachée à la mise en œuvre intégrale des résolutions du Conseil de sécurité par tous les États membres des Nations unies et continuera à plaider en faveur d'une mise en œuvre rigoureuse par tous, celle-ci étant essentielle pour que les sanctions produisent leurs effets et pour maintenir la pression sur la RPDC afin qu'elle s'engage concrètement sur la voie de la dénucléarisation.

[Conclusions du Conseil sur la République populaire démocratique de Corée \(RPDC\) du 17 juillet 2017](#)

[L'UE et la RPDC \(Fiche d'information du SEAE\)](#)

[Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Corée du Nord \(informations générales\)](#)

Iran

Le Conseil débattera ensuite de la situation en Iran, notamment de la nécessité de continuer à mettre en œuvre le plan d'action global commun (accord sur le nucléaire iranien). Les ministres évoqueront d'autres questions ne relevant pas du plan d'action global commun, telles que les tensions croissantes dans la région.

Comme l'ensemble des 28 ministres des affaires étrangères l'ont rappelé dans leur déclaration du 16 octobre 2017, qui a été approuvée par le Conseil européen le 19 octobre, l'UE demeure attachée à la poursuite de la mise en œuvre complète et effective du plan d'action global commun. L'accord vise à assurer le contrôle du programme nucléaire iranien et à le maintenir sous étroite surveillance, comme l'a confirmé à dix reprises l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre d'un système de surveillance complet et rigoureux.

Dans sa déclaration du 16 octobre 2017, l'UE a également fait part de ses préoccupations en ce qui concerne les missiles balistiques et les tensions croissantes dans la région, et a insisté une nouvelle fois sur la nécessité d'examiner ces questions en dehors du champ du plan d'action global commun.

[L'UE et l'Iran \(site web du SEAE\)](#)

[Déclaration de l'UE sur le plan d'action global commun](#)

[Déclaration conjointe de la haute représentante de l'UE et du ministre iranien des affaires étrangères, et texte du plan d'action global commun \(Site web du SEAE\)](#)